

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 4 octobre 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des Voies aériennes", demande confirmée par lettre du 18 juillet 1995 du Ministre des Transports, a donné le 20 mars 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 4 oktober 1994 door de Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der Luchtwezen", aanvraag bevestigd bij brief van de Minister van Vervoer op 18 juli 1995, heeft op 20 maart 1996 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

L'arrêté en projet doit, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des finances dans certains organismes d'intérêt public, être soumis, préalablement à son adoption, à l'avis de l'inspecteur des finances.

Des informations fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que l'auteur du projet n'a pas satisfait à cette obligation.

Il s'ensuit que l'arrêté en projet n'est pas, présentement, en état d'être examiné par la section de législation du Conseil d'Etat.

L'examen de ce projet n'est, dès lors, fait que sous réserve de l'accomplissement de ladite formalité préalable.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

On omettra la majuscule au mot "voies". La même observation vaut pour l'alinéa 3 du préambule et pour la phrase liminaire de l'article 1er du projet.

.../...

Préambule.

Alinéa 1er.

Il y a lieu de préciser "..., notamment l'article 11, § 1er, alinéa 1er, ...".

Alinéa 2.

Cet alinéa doit être omis; l'arrêté du 5 octobre 1970, ne procure, en effet, aucun fondement légal à l'arrêté en projet et n'est pas, lui-même, modifié.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 2).

L'usage commande que soient désignées de la manière la plus précise possible les dispositions que l'arrêté en projet tend à modifier. Les mots ", notamment le Titre VI;" seront, en conséquence, remplacés par les mots ", notamment le titre VI, comprenant les articles 46 à 52;".

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 3).

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4).

Cet alinéa doit, conformément à l'usage, être rédigé comme suit :

"Vu le protocole de négociation du 6 juillet 1994 du comité de secteur VI;"

Alinéa 5 (nouveau).

Compte tenu de l'observation préalable, on complètera le préambule par un alinéa 5 nouveau rédigé comme suit:

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le ...;"

Proposant.

Le ministre proposant est désormais le Ministre des Transports.

Dispositif.Article 1er du projet.

Dans la phrase liminaire de l'article, le mot "et" sera omis.

.../...

Article 46, § 2, en projet.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Il est tenu pour chaque agent un dossier de signalement dont l'intéressé peut prendre connaissance".

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l'alinéa 3, compte tenu de l'article 22 de la Constitution qui garantit à chacun le droit au respect de sa vie privée et familiale, "sauf dans les cas et conditions fixés par la loi", il y a lieu d'omettre, dans cette disposition réglementaire, toute référence à la vie privée. Il est proposé de rédiger cet alinéa 3 comme suit :

"Ces faits et constatations doivent avoir trait à l'exercice de la fonction ou être en relation directe avec cette fonction. Ils doivent être visés par l'intéressé au moment où ils sont inscrits au dossier".

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 47 en projet.

1. Au paragraphe 1er, les mots "est repris" seront remplacés par le mot "figure".

Dans le texte néerlandais du même paragraphe, il y a lieu de remplacer le mot "gesynthetiseerd" par le mot "samengevat".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "basé sur" seront remplacés par les mots "établi sur la base de".

3. A l'alinéa 2 du même paragraphe, on remplacera le mot "indications" par le mot "instructions" plus approprié en l'espèce.

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 48, § 1er, en projet.

1. Au paragraphe 1er, première phrase, on écrira : "... à l'article 46, § 1er, ...".

2. La deuxième phrase du même paragraphe serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Les bulletins de signalement sont établis à cet effet dans le courant du mois de septembre et transmis au plus tard le quinze octobre à l'autorité qui attribue le signalement".

3. Par ailleurs, le paragraphe en projet ne précise pas le délai dans lequel l'autorité chargée d'attribuer le signalement est tenue d'y procéder.

L'auteur du projet ferait oeuvre utile en complétant le paragraphe en projet sur ce point. La même remarque vaut pour les paragraphes 2 et 4 de l'article en projet.

Article 48, § 2, en projet.

1. Les termes "agents candidats à une nomination" auxquels l'alinéa 1er en projet impose l'attribution d'un signalement doivent, selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, s'entendre comme désignant exclusivement les agents tombant dans le champ d'application de l'article 73 de l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des voies aériennes.

Le texte doit faire plus clairement ressortir cette précision. Il est, dès lors, proposé d'écrire :

"Un signalement est attribué aux agents visés par l'article 73 qui n'en sont pas déjà pourvus.".

.../...

2. L'alinéa 2 omet de préciser à partir de quel moment le délai de trente jours, dans lequel la transmission des bulletins de signalement doit intervenir, commence à courir. Le texte en projet sera complété par cette précision.

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 48, § 3, en projet.

1. A l'alinéa 1er, mieux vaudrait, par souci de concordance avec l'article 46, § 2, alinéa 2 en projet, compléter la rédaction du 1^o de l'alinéa par l'insertion des mots "précises, favorables ou défavorables," après le mot "constatations".

2. A l'alinéa 2, il ressort de la combinaison des paragraphes 1er et 4 de l'article en projet que le délai de six mois, dans lequel le nouveau signalement doit, pour satisfaire à la prescription de l'alinéa considéré, être établi, ne pourra pas être respecté dans toutes les hypothèses. Ainsi, il pourrait arriver, par exemple, que le bulletin de signalement d'un agent déterminé soit, en application au paragraphe 1er de l'article en projet, établi dès le 15 septembre et mis en possession de l'autorité compétente pour attribuer le signalement dès le 1er octobre. Dans cette dernière hypothèse, il n'est pas inconcevable que

.../...

l'agent intéressé se voit attribuer son signalement dès le 10 octobre et qu'un fait susceptible de modifier ce même signalement vienne à être inscrit sur la fiche individuelle dès le 15 octobre qui suit. Si, dans ce cas précis, il se faisait que le bulletin de signalement de l'agent concerné ne fût, comme le permet l'application du paragraphe 4 de l'article en projet, mis à la disposition de l'autorité compétente pour attribuer le signalement que le 15 avril de l'année suivante, le nouveau signalement qu'il y aurait lieu de conférer à l'agent ne pourrait inéluctablement lui être attribué qu'au-delà du délai de six mois prescrit par l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article en projet.

Le délai prescrit par l'alinéa en projet en matière d'attribution d'un nouveau signalement doit, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, être revu en conséquence de manière à couvrir chaque cas de figure résultant de la combinaison des paragraphes 1er, 3 et 4 de l'article en projet.

Article 48, § 4, en projet.

Les mots "paragraphe précédent" doivent être remplacés par les mots "§ 3".

.../...

Article 49 en projet.

La division de cet article en paragraphes ne se justifie pas, chacun de ces paragraphes ne comptant qu'un alinéa.

Cette observation vaut également pour l'article 51 en projet.

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er).

Par souci de concordance avec la terminologie utilisée par les autres dispositions du projet (1) et eu égard à la nature juridique propre que revêt le Conseil de direction de la Régie (2), on remplacera les mots "Les chefs hiérarchiques" par les mots "Les supérieurs hiérarchiques et l'autorité".

Les mots "pour le personnel sous leurs ordres" sont, quant à eux, superflus et doivent, en conséquence, être omis.

-
- (1) Les articles 48, §§ 1er et 4, et 49, §§ 2 et 4, font respectivement mention de l'"autorité qui attribue le signalement", des "supérieurs hiérarchiques" et du "supérieur hiérarchique compétent".
- (2) Le Conseil de direction que l'arrêté en projet désigne comme l'autorité compétente pour attribuer un signalement à certaines catégories d'agents de niveau 1 et, dans certains cas, pour attribuer un signalement aux agents des niveaux inférieurs ne peut, en effet, en droit, se voir reconnaître la qualité de "supérieur hiérarchique".

.../...

La règle établie par le paragraphe en projet serait, du reste, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, plus clairement et plus correctement exprimée si elle était rédigée comme suit :

"Les supérieurs hiérarchiques et l'autorité respectivement compétents pour inscrire les faits et constatations à la fiche individuelle et pour proposer, revoir et attribuer le signalement sont déterminés conformément aux indications contenues au tableau de l'annexe VI".

Paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2).

Le mot "repris" sera remplacé par le mot "mentionnés" et les mots "dont il est question au § 1er" seront omis. On écrira donc :

"Les supérieurs hiérarchiques mentionnés dans les colonnes 2 à 4 du tableau doivent également appartenir ...".

Paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3).

1. La rédaction de la première phrase du paragraphe gagnerait à être revue de manière à faire ressortir plus clairement la règle qu'elle contient.

.../...

Pour éviter toute confusion et par souci de concordance avec la terminologie utilisée par les paragraphes 2 et 4 de l'article en projet, les mots "A défaut d'agent" et "par l'agent" doivent, en toute hypothèse, être respectivement remplacés par les mots "A défaut de supérieur hiérarchique" et "par le supérieur hiérarchique".

La formule "répondant à ces conditions et figurant à la colonne suivante" n'est pas, pour partie, appropriée : le supérieur hiérarchique "figurant à la colonne suivante" revêt, en effet, comme en atteste le tableau de l'annexe VI de l'arrêté en projet, un rang supérieur à celui du supérieur hiérarchique dont il est appelé à exercer les attributions. Il ne pourrait, dès lors, forcément pas répondre, comme le requiert la formule en projet, à la même condition de rang que celle qui est exigée du supérieur hiérarchique qu'il remplace.

La formule utilisée doit être revue à la lumière de l'observation qui précède.

En outre, le texte néerlandais de la première phrase devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La rédaction de la deuxième phrase du paragraphe gagnerait, elle aussi, à être revue de telle sorte que la règle qu'elle contient soit formulée de manière plus claire et plus précise.

.../...

Le mot "agent" sera, en toute hypothèse, pour les mêmes raisons que celles exposées précédemment, remplacé par les mots "supérieur hiérarchique".

Par ailleurs, dès lors que la règle qu'elle établit n'est destinée à s'appliquer qu'aux agents des niveaux inférieurs au niveau 1, cette deuxième phrase trouverait mieux sa place dans un alinéa 4 nouveau, l'actuel paragraphe 4 devenant l'alinéa 5 de l'article en projet.

Article 50 en projet.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Par souci de concordance avec la terminologie utilisée par l'article 46, § 2, alinéa 2, en projet, il y a lieu de compléter le texte du 1^o par l'ajout des mots "précises, favorables ou défavorables," après le mot "constatations".

Tel qu'il est rédigé, le 3^o a pour conséquence qu'un agent qui s'est vu attribuer, à titre de proposition initiale de signalement, la mention "mauvais" et qui, ultérieurement, s'est vu attribuer, à titre de proposition définitive de signalement, la mention "suffisant" sera privé de la faculté de faire valoir ses éventuelles objections et

.../...

de réclamer le bénéfice de la mention de signalement "bon" s'il estimait l'octroi de cette dernière mention justifiée.

L'on n'aperçoit pas les raisons qui justifient que, dans ce cas précis, l'agent concerné ne puisse pas bénéficier de la garantie que constitue, pour lui, le visa du bulletin de signalement.

L'auteur du projet précisera ses intentions en la matière et, le cas échéant, adaptera en conséquence la rédaction du paragraphe ainsi que le texte de la formule figurant sous le point 3 de la rubrique V de l'annexe V de l'arrêté en projet.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

1. L'alinéa 1er en projet serait mieux rédigé comme suit :

"L'agent restitue le bulletin de signalement dans les dix jours à compter de sa réception. La restitution du bulletin est, le cas échéant, accompagnée d'une réclamation écrite dont il est accusé réception. Cette réclamation est annexée à son dossier de signalement".

.../...

2. A l'alinéa 2, les mots "le document" seront remplacés par les mots "le bulletin de signalement".

Article 51 en projet.

Au paragraphe 1er, on remplacera les mots "en vue d'y émettre leur avis" par les mots "en vue d'entendre leur avis".

Le texte néerlandais du paragraphe, in fine, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 52 en projet.

Paragraphe 1er.

Les mots "de nouveau" sont superflus et doivent, en conséquence, être omis.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "toe te zenden aan" au lieu de "toe te zenden naar".

Paragraphe 2.

Le mot "bulletin" sera remplacé par les mots "bulletin de signalement".

.../...

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "krijgt de beoordeling een definitief karakter" par les mots "wordt de beoordeling definitief".

Paragraphe 3.

Le texte en projet ne reconnaît pas à l'agent auquel la révision du signalement a été refusée la faculté de saisir la chambre de recours. L'on n'aperçoit pas les raisons qui justifient l'absence de cette garantie. Cette omission est d'autant plus surprenante que ce même agent dispose, sur la base des dispositions statutaires actuellement applicables en la matière, du pouvoir de saisir, dans l'hypothèse considérée, la chambre de recours (1).

Il conviendrait que l'auteur du projet précise ses intentions et adapte, le cas échéant, la rédaction du texte.

Sous réserve de cette observation, la disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"§ 3. L'agent qui conteste la mention de signalement qui lui a été attribuée peut introduire un recours écrit et motivé auprès de la chambre de recours.

(1) L'article 52 de l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des voies aériennes stipule en effet que "L'agent qui conteste le signalement qui lui est attribué ou à qui la révision du signalement est refusée, peut saisir la chambre de recours dans les dix jours de la notification de cette décision".

Ce recours est joint au bulletin de signalement et est transmis sans délai à la chambre de recours à l'initiative de la direction du personnel qui délivre à l'agent intéressé un accusé de réception.

La chambre de recours émet son avis dans un délai maximum de trois mois à compter de la réception du recours de l'agent".

Paragraphe 4.

La rédaction de la deuxième phrase manque de précision, comme en a convenu le fonctionnaire délégué. Elle gagnerait à être remplacée par la disposition suivante :

"§ 4. Aussi longtemps que n'est pas intervenue la décision du ministre visée à l'article 62 :

- 1° l'agent concerné peut participer, sous réserve, aux concours, examens et épreuves visées à l'article 73;
- 2° ... (la suite comme au projet)".

Article 2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas de raisons objectives pour déroger à la règle habituelle de l'entrée en vigueur des arrêtés.

.../...

Article 3.

L'exécutoire serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Notre ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Annexe V.

Bulletin de signalement.

Sous la rubrique "Nature du signalement", au 2e tiret, il y a lieu d'écrire "révision du signalement en vertu de l'article 48, § 3, 1^o ou 2^o;".

I. Instructions.

A défaut pour le statut actuel des agents de la Régie des voies aériennes de comporter une disposition reconnaissant l'existence d'agents du niveau 2+, toute référence à ce niveau est dénuée d'objet et doit, partant, être omise.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de rédiger le 1. en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Les mots "pour les agents 2 et 2+" et "et 2+" figurant respectivement sous les points 2, b) et 3 de la

.../...

rubrique doivent, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, les premiers être remplacés par les mots "pour les agents du niveau 2" et les seconds être omis.

Les mots "NIVEAUX 2+, 2, 3 et 4" figurant au bas de la colonne 1 de l'annexe VI doivent, pour les mêmes raisons, être remplacés par les mots "NIVEAUX 2, 3 et 4".

Le texte néerlandais du point V (visa de l'agent intéressé) devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Par ailleurs, on complétera la formule du visa par l'ajout des mots "... Notre arrêté du ...".

Annexe VI.

Le texte néerlandais de la colonne 1 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans la colonne 1, on remplacera les mots "fonctionnaires et agents" par le mot "agents".

Par ailleurs, on écrira "NIVEAU 1" et non "NIVAU 1".

Enfin, on ajoutera, au bas du tableau de l'annexe en projet, la mention "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...".

.../...

Observation finale.

Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet laisse à désirer. A titre d'exemple, plusieurs propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontworpen besluit moet krachtens artikel 4 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van financiën op sommige instellingen van openbaar nut, voordat het wordt goedgekeurd, ter fine van advies worden voorgelegd aan de inspecteur van financiën.

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat de steller van het ontwerp niet aan die verplichting heeft voldaan.

Daaruit volgt dat het ontworpen besluit thans niet in zoverre gereed is dat het door de afdeling wetgeving van de Raad van State kan worden onderzocht.

Het onderzoek van dit ontwerp geschiedt bijgevolg slechts onder voorbehoud dat de genoemde voorafgaande formaliteit wordt vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

De hoofdletter in het woord "luchtwegen" dient te vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid van de aanhef en voor de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp.

.../...

Aanhef.Eerste lid.

Men schrijve : "..., inzonderheid op artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;".

Tweede lid.

Dit lid moet vervallen; het besluit van 5 oktober 1970 levert immers geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en wordt zelf niet gewijzigd.

Derde lid (dat het tweede lid wordt).

Het is gebruikelijk de bepalingen die het ontworpen besluit wil wijzigen zo nauwkeurig mogelijk te vermelden. Bijgevolg dienen de woorden ", inzonderheid op Titel VI" vervangen te worden door de woorden ", inzonderheid op titel VI, die de artikelen 46 tot 52 bevat;".

Vierde lid (dat het derde lid wordt).

De woorden "Onze Minister van het Openbaar Ambt" dienen vervangen te worden door de woorden "Onze Minister van Ambtenarenzaken".

.../...

Het lid zou dan aldus kunnen luiden :

"Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 14 februari 1994;".

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt).

Zoals gebruikelijk is, moet dit lid als volgt worden gesteld :

"Gelet op het protocol van onderhandeling van 6 juli 1994 van sectorcomité VI;".

Vijfde lid (nieuw).

Gelet op de voorafgaande opmerking dient de aanhef te worden aangevuld met een nieuw vijfde lid, luidende :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op ...;".

Voordrachtformulier.

De voordragende minister is voortaan de Minister van Vervoer.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1 van het ontwerp.

In de inleidende zin dient het woord "dat" vervangen te worden door het woord "die".

Het ontworpen artikel 46, § 2.

1. Het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 2. Voor iedere ambtenaar wordt een beoordelingsdossier bijgehouden waarvan de betrokkene kennis kan nemen".

2. In het tweede lid zou het beter zijn "persoonskaart" te schrijven in plaats van "individuele fiche" en "duidelijke bevindingen" in plaats van "nauwkeurige bevindingen".

3. Gelet op artikel 22 van de Grondwet dat eenieder het recht op de eerbiediging van zijn privé- en gezinsleven garandeert, "behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald", dient in het derde lid in die verordeningsbepaling elke verwijzing naar het privé-leven te worden weggelaten. Voorgesteld wordt dat derde lid als volgt te redigeren :

.../...

"Deze feiten en bevindingen moeten betrekking hebben op de uitoefening van het ambt of moeten rechtstreeks verband houden met dat ambt. Zij moeten door de betrokkene worden geïllustreerd op het ogenblik dat zij in het dossier worden opgetekend".

4. In het vierde lid schrijft men : "De uitslag die de ambtenaar voor de loopbaanexamens heeft behaald, wordt eveneens nauwkeurig opgetekend in zijn beoordelingsdossier".

Het ontworpen artikel 47.

1. In de Franse tekst van paragraaf 1 dienen de woorden "est repris" vervangen te worden door het woord "figure".

In de Nederlandse tekst dient het woord "gesynthetiseerd" vervangen te worden door het woord "samengevat".

2. In paragraaf 2, eerste lid, dienen de woorden "is gegrond op" vervangen te worden door de woorden "wordt gegeven op grond van".

3. In het tweede lid van dezelfde paragraaf dient het woord "aanduidingen" vervangen te worden door het woord "aanwijzingen", dat in dit geval meer geschikt is.

.../...

Bovendien schrijve men "vermelde" in plaats van "aangebracht".

Het ontworpen artikel 48, § 1.

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, eerste zin, schrijve men : "... à l'article 46, § 1er, ...".

2. Het zou beter zijn de tweede zin van dezelfde paragraaf als volgt te redigeren :

"De beoordelingsstaten worden daartoe in de loop van de maand september opgemaakt en uiterlijk vijftien oktober toegezonden aan de overheid die de beoordeling toekent".

3. In de ontworpen paragraaf wordt bovendien verzuimd de termijn te vermelden waarbinnen de overheid die met het toekennen van de beoordeling is belast, deze beoordeling moet geven.

De steller van het ontwerp zou er goed aan doen de ontworpen paragraaf op dat punt aan te vullen. Dezelfde opmerking geldt voor de paragrafen 2 en 4 van het ontworpen artikel.

.../...

Het ontworpen artikel 48, § 2.

1. Met de woorden "ambtenaren die kandidaat zijn voor een benoeming", die luidens het ontworpen eerste lid een beoordeling moeten krijgen, worden volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar uitsluitend de ambtenaren bedoeld die vallen onder de werkingssfeer van artikel 73 van het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der luchtwegen.

In de tekst moet die toelichting duidelijker tot uiting komen. Bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven :

"Een beoordeling wordt toegekend aan de ambtenaren bedoeld in artikel 73 die er nog geen hebben gekregen;".

2. In het tweede lid wordt verzuimd te vermelden wanneer de termijn van dertig dagen, waarbinnen de beoordelingsstaten moeten worden toegezonden, ingaat. Die precisering moet in de ontworpen tekst worden opgenomen.

Voorts schrijve men "binnen dertig dagen" in plaats van "binnen de ...". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Het ontworpen artikel 48, § 3.

1. Ter wille van de overeenstemming met het ontworpen artikel 46, § 2, tweede lid, zou het beter zijn in

.../...

het eerste lid onderdeel 1^o van het lid aan te vullen door vóór het woord "bevindingen" de woorden "duidelijke, gunstige of ongunstige" in te voegen.

2. In het tweede lid blijkt uit de gezamenlijke lezing van de paragrafen 1 en 4 van het ontworpen artikel dat de termijn van zes maanden waarbinnen de nieuwe beoordelingsstaat moet worden opgemaakt om te voldoen aan de voorschriften van het beschouwde lid, niet in alle gevallen in acht zal kunnen worden genomen.

Zo kan het bijvoorbeeld gebeuren dat de beoordelingsstaat van een bepaalde ambtenaar, met toepassing van paragraaf 1 van het ontworpen artikel, reeds op 15 september wordt opgemaakt en ter beschikking wordt gesteld van de overheid die bevoegd is om vanaf 1 oktober de beoordeling toe te kennen. In dat laatste geval is het niet ondenkbaar dat de betrokken ambtenaar reeds op 10 oktober zijn beoordeling krijgt en dat de daaropvolgende 15e oktober op de persoonskaart een feit wordt opgetekend dat diezelfde beoordeling kan wijzigen. Indien in dit welbepaalde geval, de beoordelingsstaat van de betrokken ambtenaar, zoals de toepassing van paragraaf 4 van het ontworpen artikel dit mogelijk maakt, eerst op 15 april van het volgende jaar ter beschikking wordt gesteld van de overheid die bevoegd is om de beoordeling toe te kennen, zou de nieuwe beoordeling die aan de ambtenaar zou moeten worden toegekend hem onvermijdelijk eerst kunnen worden gegeven na afloop van de termijn van zes maanden voorgeschreven bij het tweede lid van paragraaf 3 van het ontworpen artikel.

.../...

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bij het ontworpen lid voorgeschreven termijn inzake de toekenning van een nieuwe beoordeling dienovereenkomstig moet worden herzien zodat wordt voorzien in elk geval dat resulteert uit het in onderling verband lezen van de paragrafen 1, 3 en 4 van het ontworpen artikel.

Het ontworpen artikel 48, § 4.

De woorden "voorgaande paragraaf" moeten vervangen worden door de woorden "paragraaf 3".

Het ontworpen artikel 49.

Er is geen reden om dit artikel in te delen in paragrafen aangezien elke paragraaf slechts bestaat uit één lid.

Deze opmerking geldt tevens voor het ontworpen artikel 51.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt).

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie die wordt gebruikt in de andere bepalingen van het

.../...

ontwerp (1) en gelet op de eigen juridische aard van de directieraad van de Regie (2), dienen de woorden "De hiërarchische meerderen" vervangen te worden door de woorden "De hiërarchische meerderen en de overheid".

De woorden "voor het personeel dat onder hun gezag staat" van hun kant, zijn overbodig en dienen bijgevolg te vervallen.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bij de ontworpen paragraaf vastgestelde regel overigens duidelijker en juister zou worden weergegeven indien hij als volgt werd gesteld :

"De hiërarchische meerderen en de overheid die respectievelijk bevoegd zijn om de feiten en bevindingen op de persoonskaart op te tekenen en om de beoordeling voor te stellen, te herzien en toe te kennen, worden bepaald overeenkomstig de aanwijzingen vervat in de tabel van bijlage VI".

(1) De artikelen 48, §§ 1 en 4, en 49, §§ 2 en 4, vermelden respectievelijk de "overheid die de beoordeling toekent", de "hiërarchische meerderen" en de "bevoegde hiërarchische meerdere".

(2) De directieraad die door het ontworpen besluit wordt aangewezen als de overheid die bevoegd is om een beoordeling toe te kennen aan bepaalde categorieën van ambtenaren van niveau 1 en in bepaalde gevallen om een beoordeling toe te kennen aan de ambtenaren van de lagere niveaus, kan immers in rechte niet de hoedanigheid krijgen van "hiërarchische meerdere".

Paragraaf 2 (die het tweede lid wordt).

De woorden "waarvan er sprake is in § 1" moeten vervallen. Men schrijve dus :

"De hiërarchische meerderen die worden vermeld in de kolommen 2 tot 4 van de tabel moeten tevens behoren tot dezelfde taalrol als de betrokken ambtenaren ...".

In de Franse tekst dient het woord "repris" te worden vervangen door het woord "mentionnés".

Paragraaf 3 (die het derde lid wordt).

1. De redactie van de eerste zin van de paragraaf zou moeten worden herzien opdat de regel die erin vervat is duidelijker tot uiting zal komen.

Om elke verwarring te voorkomen en ter wille van de overeenstemming met de terminologie die wordt gebruikt in de paragrafen 2 en 4 van het ontworpen artikel, moeten de woorden "Is er geen ambtenaar" en "door de ambtenaar" hoe dan ook respectievelijk vervangen worden door de woorden "Is er geen hiërarchische meerdere" en "door de hiërarchische meerdere".

De formule "die aan die voorwaarden beantwoordt en in de volgende kolom voorkomt" is gedeeltelijk ongeschikt : de hiërarchische meerdere "die in de volgende kolom voorkomt" heeft immers, zoals blijkt uit de tabel van bijlage VI

.../...

bij het ontworpen besluit, een hogere rang dan die van de hiërarchische meerdere van wie hij de bevoegdheden moet uitoefenen. Hij zou bijgevolg, zoals de ontworpen formule vereist, absoluut niet kunnen voldoen aan dezelfde voorwaarde inzake rang als die waaraan de hiërarchische meerdere die hij vervangt moet voldoen.

De gebruikte formule moet worden herzien in het licht van de voorgaande opmerking.

Voorts zij erop gewezen dat de Nederlandse tekst van de zin stuntelig en foutief gesteld is. Deze opmerking geldt ook voor de tweede zin.

2. De redactie van de tweede zin van de paragraaf zou eveneens moeten worden herzien zodat de regel die erin vervat is duidelijker en nauwkeuriger wordt geformuleerd.

Het woord "ambtenaar" moet hoe dan ook, om dezelfde redenen als die welke hiervoren zijn uiteengezet, vervangen worden door de woorden "hiërarchische meerdere".

Aangezien de regel die deze tweede zin vaststelt alleen hoeft te worden toegepast op de ambtenaren van de niveaus lager dan niveau 1, zou de tweede zin bovendien beter komen te staan in een nieuw vierde lid, waarbij de huidige paragraaf 4 het vijfde lid van het ontworpen artikel zou worden.

.../...

Het ontworpen artikel 50.Paragraaf 1.

De inleidende volzin zou correcter zijn als werd geschreven :

"Aan de ambtenaar worden ter visering voorgelegd :".

Ter wille van de overeenstemming met de in het ontworpen artikel 46, § 2, tweede lid, gebruikte terminologie, dient de tekst van onderdeel 1° aangevuld te worden met de woorden "duidelijke, gunstige of ongunstige" vóór het woord "bevindingen".

Zoals de tekst van onderdeel 3° is gesteld, heeft hij tot gevolg dat een ambtenaar die, bij wijze van oorspronkelijk beoordelingsvoorstel, de vermelding "slecht" heeft gekregen en die later bij wijze van definitief beoordelingsvoorstel "voldoende" heeft gekregen, de mogelijkheid wordt ontnomen om zijn eventuele bezwaren te doen gelden en te verzoeken om de beoordeling "goed", mocht hij van oordeel zijn dat de laatstgenoemde vermelding gerechtvaardigd is.

Het is niet duidelijk waarom juist in dit geval de betrokken ambtenaar geen aanspraak zou kunnen maken op de waarborg die voor hem het viseren van de beoordelingsstaat vormt.

.../...

De steller van het ontwerp moet zijn bedoelingen in dezen verduidelijken en, in voorkomend geval, de redactie van de paragraaf dienovereenkomstig aanpassen alsmede de tekst van de formule die voorkomt in punt 3 van rubriek V van bijlage V bij het ontworpen besluit.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerking schrijve men "het definitieve beoordelingsvoorstel" in plaats van "het definitief ...". Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Paragraaf 2.

1. Het ontworpen eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De ambtenaar geeft de beoordelingsstaat terug binnen tien dagen na ontvangst ervan. In voorkomend geval wordt de beoordelingsstaat teruggegeven samen met een bezwaarschrift waarvan de ontvangst wordt bericht. Dit bezwaarschrift wordt bij zijn beoordelingsdossier gevoegd".

2. Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De ambtenaar die zonder geldige reden de beoordelingsstaat niet binnen de voorgeschreven termijn heeft teruggezonden, wordt onverminderd de tuchtstraffen die hij

.../...

wegens dit verzuim kan oplopen, geacht in te stemmen met de aantekening of het voorstel".

Het ontworpen artikel 51.

In paragraaf 1 dienen de woorden "om er hun advies uit te brengen" vervangen te worden door de woorden "om er hun advies te horen".

Het slot van de paragraaf zou beter als volgt gesteld worden : "... voor de directieraad laten verschijnen om er hun advies te horen".

Het ontworpen artikel 52.

Paragraaf 1.

Het woord "andermaal" dient als overbodig te vervallen.

Men schrijve "toe te zenden aan" in plaats van "toe te zenden naar".

Paragraaf 2.

Het woord "staat" moet vervangen worden door het woord "beoordelingsstaat".

.../...

De woorden "krijgt de beoordeling een definitief karakter" dienen vervangen te worden door de woorden "wordt de beoordeling definitief".

Paragraaf 3.

De ontworpen tekst biedt de ambtenaar aan wie geweigerd is zijn beoordeling te herzien niet de mogelijkheid beroep in te stellen bij de raad van beroep. Het is niet duidelijk waarom die waarborg ontbreekt. Dit verzuim is des te meer verwonderlijk daar diezelfde ambtenaar, op grond van de thans in dezen toepasselijke rechtspositionele bepalingen, de mogelijkheid heeft om in het beschouwde geval beroep in te stellen bij de raad van beroep (1).

De steller van het ontwerp zou zijn bedoelingen moeten verduidelijken en in voorkomend geval de redactie van de tekst aanpassen.

Onder voorbehoud van deze opmerking zou de ontworpen bepaling beter als volgt worden gesteld :

(1) Artikel 52 van het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der luchtwegen bepaalt immers het volgende : "De ambtenaar die de hem toegekende beoordeling betwist of aan wie de herziening van zijn beoordeling wordt geweigerd, kan binnen tien dagen na de kennisgeving van die beslissing beroep instellen bij de raad van beroep".

"§ 3. De ambtenaar die de beoordelingsvermelding die hem is toegekend betwist, kan schriftelijk een met redenen omkleed beroep instellen bij de raad van beroep.

Dit beroep wordt bij de beoordelingsstaat gevoegd en wordt onverwijld toegezonden aan de raad van beroep op initiatief van de directie personeel, die de betrokken ambtenaar een ontvangstbewijs afgeeft.

De raad van beroep brengt zijn advies uit uiterlijk drie maanden na ontvangst van het beroep van de ambtenaar".

Paragraaf 4.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de redactie van de tweede zin niet duidelijk is. Zij zou beter worden vervangen als volgt :

"§ 4. Zolang de minister de in artikel 62 bedoelde beslissing niet heeft genomen :

1° mag de betrokken ambtenaar onder voorbehoud deelnemen aan de in artikel 73 bedoelde vergelijkende examens, onderzoeken en examens;

2° wordt ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 2.

De Raad van State ziet geen objectieve redenen om af te wijken van de gewone regel inzake de inwerkingtreding van de besluiten.

Artikel 3.

Het zou beter zijn de uitvoeringsbepaling als volgt te redigeren :

"Art. 3. Onze Minister bevoegd voor burgerluchtvaart is belast met de uitvoering van dit besluit".

Bijlage V.

Beoordelingsstaat.

In de rubriek "Aard van de beoordeling" schrijven men na het tweede streepje "herziening van de beoordeling krachtens artikel 48, § 3, 1º of 2º;".

I. Onderrichtingen.

Aangezien het huidige statuut van de ambtenaren van de Regie der luchtwegen geen bepaling bevat waarin het bestaan wordt erkend van ambtenaren van niveau 2+, is elke

.../...

verwijzing naar dat niveau doelloos en moet zij bijgevolg vervallen.

In de bepaling onder 1. schrijve men "kiezen uit" in plaats van "kiezen onder".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "voor de ambtenaren van de niveaus 2 en 2+" onder punt 2, b) van de rubriek vervangen moeten worden door de woorden "voor de ambtenaren van niveau 2" en dat de woorden "en 2+" onder punt 3 moeten vervallen.

De woorden "NIVEAUS 2+, 2, 3 en 4", onderaan in kolom 1 van bijlage VI, moeten om dezelfde redenen vervangen worden door de woorden "NIVEAUS 2, 3 en 4".

Wat punt V, visum van de betrokken ambtenaar, betreft schrijve men in het opschrift "VISUM".

Bovendien behoort het formulier van visering aldus te worden gesteld : "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

Bijlage VI.

Bovenaan in kolom 1 schrijve men in de Nederlandse tekst "Ambtenaren die een beoordeling krijgen" in plaats van "Ambtenaren die aan de beoordeling zijn onderworpen".

.../...

In de Franse tekst dienen in kolom 1 de woorden "fonctionnaires et agents" vervangen te worden door de woorden "agents".

Bovendien schrijve men in de Franse tekst "NIVEAU 1" en niet "NIVAU 1".

Ten slotte dient onder de tabel van de ontworpen bijlage de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ..." te worden toegevoegd.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is ondermaats. Bij wijze van voorbeeld zijn in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.